

L'hon. M. Benson: Cinquante jours.

M. Danforth: Le ministre parle de 50 jours de débat sur ce bill, mais il ne précise pas combien de ces jours n'ont compté que deux heures ou moins de discussion. Le ministre dénature les faits et se montre extrêmement injuste envers les gens qu'il cherche à représenter en prétendant que c'est exactement le nombre d'heures que nous avons consacrées à une mesure de cette importance.

L'hon. M. Olson: Parlez-nous donc des journées de six et huit heures.

M. Danforth: Afin de nous acquitter de nos obligations, nous, de ce côté-ci avons tenté de saisir quelque peu la signification de la mesure à l'étude. Bon nombre d'entre nous avons cherché à nous renseigner à l'extérieur. Nous avons parlé à des comptables agréés et nous avons tenu des conférences auxquelles ont assisté des avocats qui s'occupent de fiscalité. Jamais ils n'ont montré qu'ils comprenaient parfaitement la portée de ce bill. Nous sommes à étudier un projet de loi qui compte quelque 707 pages. N'est-il pas déplorable, monsieur l'Orateur, que, par suite de la mesure prise par le gouvernement actuel, dont l'effet a été de nous obliger à voter sur la mesure, plus de 400 pages du bill n'ont même pas été examinées à l'étape de l'étude en comité? Voilà, à mon avis, une situation dénuée de sens commun et qui ne représente pas du tout ce que les Canadiens attendent du gouvernement.

De l'avis de la majorité des Canadiens, la réforme fiscale devrait avoir pour objet de répartir le fardeau fiscal plus équitablement entre tous les citoyens afin de ne créer aucune situation particulièrement pénible. De cette façon, chacun paierait sa juste part, et peut-être pourrait-on même abaisser l'assiette de l'impôt au lieu de la relever. Même une lecture rapide du bill révèle qu'il ne répond pas du tout à l'idée généralement acceptée de la réforme fiscale. Le bill a pour objet de tirer plus d'impôts, et non moins, de la population canadienne. Par sa nature même, le bill, qui comporte une multitude de règles et de règlements, va compliquer encore davantage le régime fiscal du pays. Les spécialistes en matière fiscale qu'on consultera vont lever les bras au ciel. Le gouvernement a forcé le passage du bill au Parlement, le mot «forcé» est le seul qui soit applicable. De plus, il a dû présenter des amendements, ce qui démontre que le gouvernement lui-même estime que le bill est loin d'être parfait ou complet. Voilà pourquoi le Parlement est si mal vu aujourd'hui.

De tous les secteurs de l'économie, des voix se sont élevées pour supplier le gouvernement de ralentir le passage du bill à la Chambre. Les provinces l'ont réclamé comme l'ont également réclamé les commerçants, les comptables agréés, les avocats et les sociétés internationales. Cependant, le gouvernement est résolu à le faire adopter avant la date limite du 1^{er} janvier 1972, fixée par le ministre des Finances. Je ne comprends pas, monsieur l'Orateur, que le gouvernement, parce qu'un de ses membres a fait des pronostics, place la réputation personnelle de ce dernier au-dessus du bien-être de milliers de Canadiens. Cela n'a vraiment pas de sens.

• (4.50 p.m.)

M. Osler: Ce sont vos propos qui n'ont pas de sens.

M. Danforth: A l'étape de la troisième lecture, le ministre a déclaré que d'autres amendements seront apportés au projet de loi après son adoption. Il a soigneusement énuméré ceux qu'on examinera, mais le comité des ban-

ques de l'autre endroit y a trouvé à redire. A-t-on agi de la sorte en vue d'aider les Canadiens ou bien, de propos délibéré, pour influencer les débats ultérieurs sur ce projet de loi? Si le gouvernement n'a pas hésité à imposer ici la clôture, pourquoi hésiterait-il à se mêler des affaires de l'autre endroit? Voilà, à mon avis, ce qu'il en est.

En proposant ce bill et en déclarant qu'il faudra l'appliquer avant même de savoir à quels résultats on peut s'attendre, le ministre traite les Canadiens comme des cobayes, comme le signalait le chef de notre parti. C'est procéder par tâtonnements, mais la subsistance de milliers de Canadiens en dépend malheureusement. Nous ne pouvons nous permettre de réparer tant bien que mal le climat économique actuel du Canada. Trop d'établissements ont dû fermer leurs portes, trop de fermiers ont dû quitter la terre, trop de grandes industries ont décidé de ne pas s'agrandir et trop d'industries aussi ont quitté le pays parce que leurs propriétaires en avaient assez. Et maintenant, le gouvernement nous donne cette douce-reuse assurance que tout ira très bien si l'opposition cesse de résister et laisse le gouvernement adopter le bill en fonçant comme un bélier.

M. Osler: Vous ne connaissez pas la différence entre un bélier et une tortue.

M. Danforth: Les Canadiens ne comprennent pas ce bill, monsieur l'Orateur, les députés non plus, mais les Canadiens savent parfaitement à quoi s'en tenir sur la façon d'agir du gouvernement. On s'en est rendu compte par les débats qui se sont déroulés à la Chambre depuis deux ou trois jours. C'est là un signe du climat politique du pays.

J'ai toujours admiré les États-Unis et leur mode d'action, monsieur l'Orateur. Je trouve intéressant que les députés à ma gauche, que je respecte infiniment, lancent maintenant leurs attaques non pas contre le gouvernement qui ne sera pas réélu, ils le sentent à certains signes, mais contre notre parti qu'ils voient déjà comme leur principal adversaire lors des prochaines élections.

M. Mahoney: Mon Dieu! Ce doit être l'heure des dessins animés.

M. Danforth: Fait digne d'intérêt, certains députés de l'arrière-ban et secrétaires parlementaires d'en face ont pris une part active à ce débat. Je crois qu'ils se rendent compte que ce sera leur dernière législature et leur dernière chance de participer aux travaux de la Chambre.

M. McGrath: L'histoire dira de vous que vous avez été les seuls à invoquer la clôture pour faire adopter un bill.

M. Danforth: En dépit de la propagande, des assurances fournies par ce gouvernement, de leur piètre connaissance de la procédure parlementaire, les citoyens de ce pays sont encore assez intelligents pour se faire une opinion. Quand vous voyagez au pays, monsieur l'Orateur, vous constatez qu'ils ne sont pas dupes de la suavité du gouvernement qui prétend soustraire à l'impôt environ un million de gens. Ils savent que, tant que ce bill sera en vigueur dans son entier, ils paieront des impôts. Ils savent que l'inflation mangera les quelques miettes que leur a données ce gouvernement sous forme de déductions fiscales. Le petit épicier, le pompiste, le vendeur de chaussures et le travailleur d'usine se rendent compte que ce gouvernement a apporté des changements au bill et ils se rendent compte pourquoi il a agi ainsi. Ils savent que, ne représentant qu'une voix, ils ne peuvent obtenir de réductions fiscales pour eux-mêmes, mais ils savent également que